Accusé de réception en préfecture
044-214401432-20240411-17732-DE-1-1
Date de télétransmission : 12/04/24
Date de réception préfecture : 12/04/24

Rezé

Extrait du registre des délibérations
du conseil municipal
Séance du 11 avril 2024

DÉLIBÉRATION N° 036/2024	8 RUE DU LIEUTENANT MONTI - CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE SERVITUDE AU PROFIT DE LA SAS ARMATUR OU TOUT AUTRE ACQUÉREUR SUCCESSIF

L'an deux mille vingt-quatre,

Le onze avril à dix-huit heures,

Le conseil municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Agnès Bourgeais, maire, suivant la convocation faite le 5 avril 2024.

Etaient présents :

Mme Bourgeais, maire

M. Chusseau, Mme Guiu, M. Faës, Mme Coirier, M. Quéraud, Mme Fond, M. Gaglione, M. Audubert, Mme Burgaud, adjoints

Mme Métayer, M. Bouyer, M. Pineau, Mme Hervouet, Mme Cabaret-Martinet, M. Soccoja, M. Quénéa, M. Jéhan, M. Kabbaj, Mme Landier, Mme Deletang, M. Letrouvé, Mme Gallais, Mme Desgranges, Mme Leray, M. Gellusseau, M. Vendé, M. Nicolas, M. Louarn, M. Le Forestier, Mme Lelion, M. Le Breton, Mme Bihan, M. Simonet, M. Jegouic, conseillers municipaux

Absents excusés ayant donné pouvoir à un collègue du Conseil Municipal pour voter en leur nom :

M. Brianceau (pouvoir à Mme Landier), Mme Daire-Chaboy (pouvoir à M. Chusseau), Mme Paquereau (pouvoir à M. Gellusseau), M. Marion (pouvoir à M. Quénéa), Mme Douaisi (pouvoir à M. Vendé)

Absents non excusés :

M. Mabon, Mme Bennani, Mme Uzunpinar, conseillers municipaux

Jean-Christophe Faës a été désigné(e) secrétaire de séance et a accepté ces fonctions.

Accusé de réception en préfecture
044-214401432-20240411-17732-DE-1-1
Date de télétransmission : 12/04/24
Date de réception préfecture :12/04/24

OBJET : 8 RUE DU LIEUTENANT MONTI - CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE SERVITUDE AU PROFIT DE LA SAS ARMATUR OU TOUT AUTRE ACQUÉREUR SUCCESSIF :

Mme Claire Guiu donne lecture de l'exposé suivant :

La SAS ARMATUR est propriétaire de la parcelle cadastrée section CP n°259 située 8 rue du Lieutenant Monti.

Dans le cadre d'une opération de valorisation foncière, la société a sollicité auprès du cabinet de géomètres-experts URBAGEO Conseils la division de la parcelle cadastrée CP n°259 en deux lots de la manière suivante :

- Une parcelle bâtie d'une surface de 751 m² (vente en l'état)
- Une parcelle non bâtie d'une surface de 377 m² (vente d'un lot à bâtir)

La société ARMATUR a formulé auprès des services de Nantes Métropole une demande de raccordement de la parcelle à bâtir aux eaux usées. Il ressort de l'étude menée par le pôle assainissement que le lot divisé en terrain à bâtir doit être raccordé au réseau existant situé sous la parcelle communale cadastrée section CP n°435.

La création de ce branchement nécessite la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de canalisations des eaux usées permettant le raccordement de la parcelle à bâtir au réseau d'assainissement public. Cette servitude est constituée à titre réelle et perpétuelle au profit du fonds dominant.

Ainsi le droit de passage s'exercera sur une profondeur minimale de 60 centimètres et sur une bande de largeur de 3 mètres suivant un plan approuvé par la Ville et la SAS ARMATUR. Les travaux de raccordement et d'entretien de la servitude seront aux frais exclusifs de la SAS ARMATUR, propriétaire du fonds dominant.

Le conseil municipal est appelé à accepter la constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur la parcelle communale cadastrée CP n°435 et à autoriser la signature d'une convention de servitude.

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que le lot à bâtir issu de la division de la parcelle CP n°259 doit être raccordé au réseau d'assainissement collectif,

Considérant qu'il est préconisé que le projet se raccorde à la canalisation existante par l'intermédiaire de la parcelle communale CP n°435,
Vu l'avis de la commission finances et moyens généraux du 4 avril 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Décide d'approuver à titre réelle et perpétuelle la constitution d'une servitude de tréfonds sur la parcelle communale cadastrée section CP n°435 afin que la parcelle à bâtir issue de la division de la CP n°259 puisse être raccordée au réseau d'assainissement collectif public,

- Autorise Madame la Maire ou l'adjointe déléguée à signer la convention de servitude qui sera publiée auprès du service de publicité foncière et tous les documents afférents à cette opération.

Accusé de réception en préfecture
044-214401432-20240411-17732-DE-1-1
Date de télétransmission : 12/04/24
Date de réception préfecture :12/04/24

Le secrétaire de séance,
Jean-Christophe Faës



La maire,
Agnès Bourgeais



Commune de REZE

8, Rue du Lieutenant de Monti

Section CP n°259

Projet de Division

Dossier : 23065	
Date: 22.09.2023	
Echelle : 1/200	Aut: CB
Coordonnées	☐ Lambert II ☒ CC47 ☐ Indépendantes
Nivellement	☒ IGN 69 ☐ Indépendant

UrbaGéo Conseils
Irène OMBREDANE, Géomètre-Expert D.P.L.G.

URBAGEO Conseils
Irène OMBREDANE, Géomètre-Expert DPLG
4 bis Rue Victor Hugo
44400 REZE
Tel 02-40-75-66-58
E-mail : urbageoconseils@gmail.com

GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Bande végétalisée existante conservée (1.50m)

Bande de roulement (2.50m)

Servitude de passage mutuelle et réciproque (largeur d'accès 4m)

Accès souhaitable A

Accès existant B

Rue du Lieutenant de Monti

A.1
environ 377 m²

Terrain à bâtir pour une construction d'une maison à usage d'habitation de plain-pied

Arbre à remplacer si supprimé

B.1
environ 865 m²

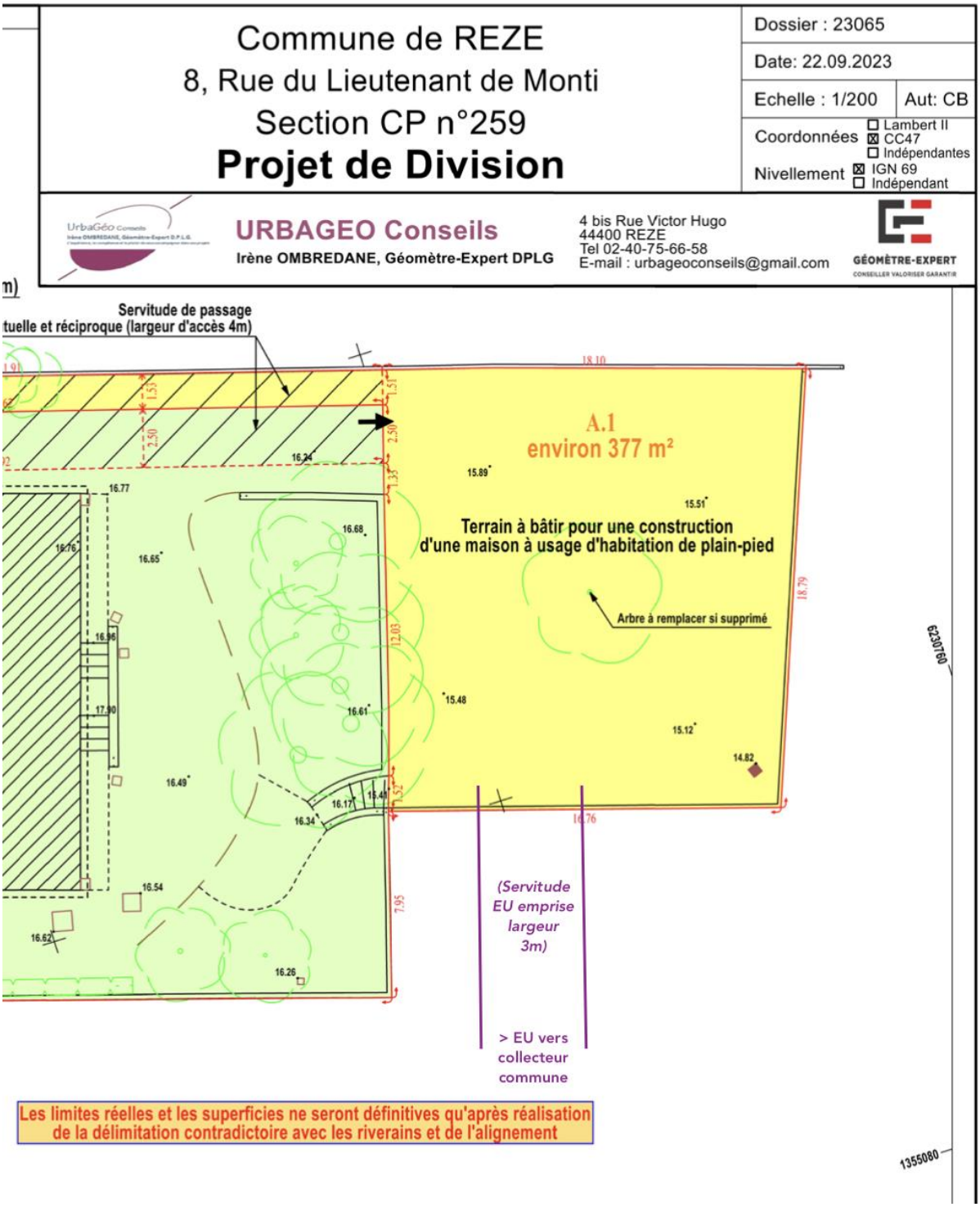
Vente en l'état

Les limites réelles et les superficies ne seront définitives qu'après réalisation de la délimitation contradictoire avec les riverains et de l'alignement

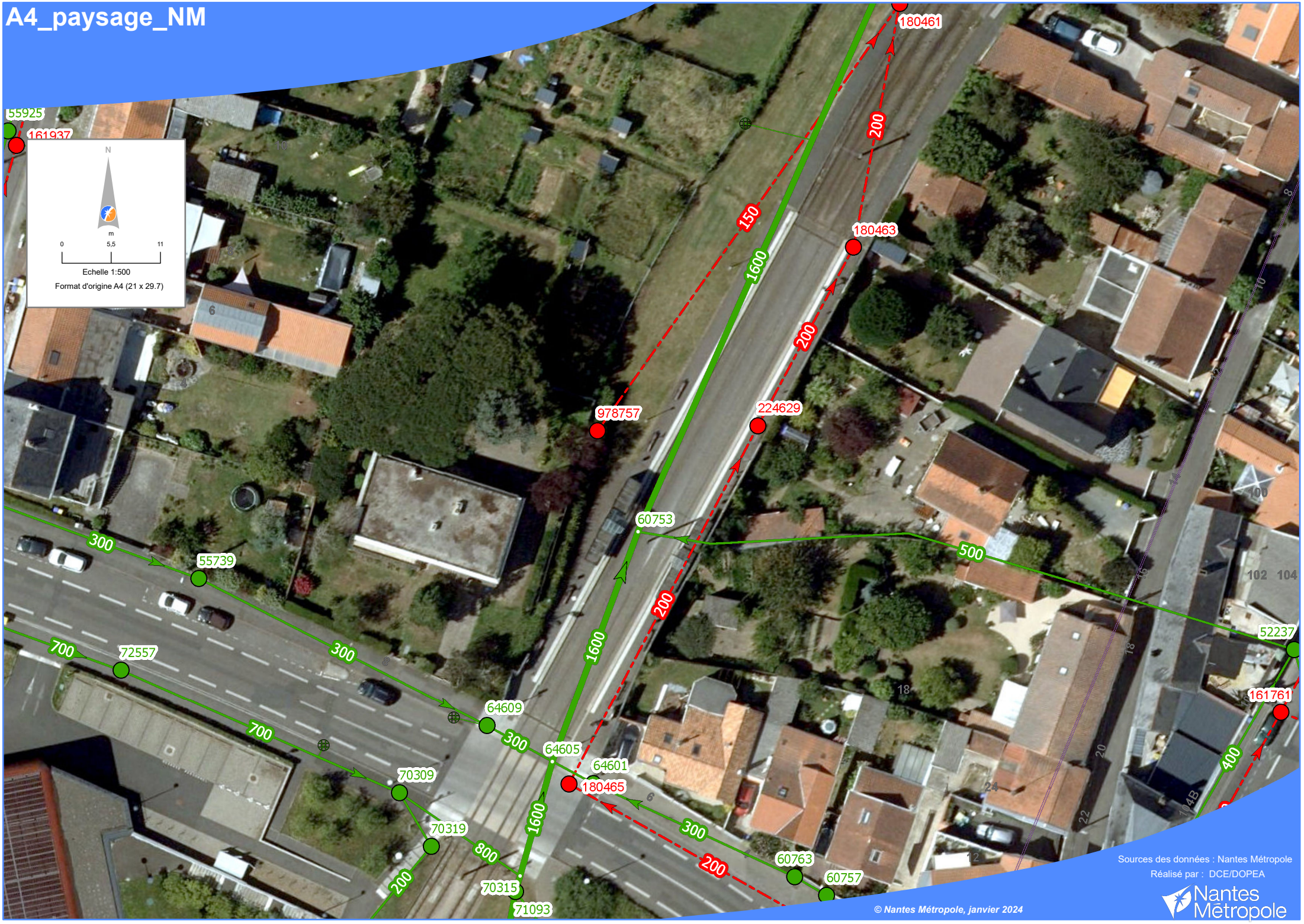
Emprise servitude EU



Emprise servitude EU



A4_paysage_NM



Sources des données : Nantes Métropole
Réalisé par : DCE/DOPEA

© Nantes Métropole, janvier 2024

Nantes Métropole

614701

AM/FG/

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE,
LE

A SAINT-HERBLAIN (Loire-Atlantique),
123, route de Vannes, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître François GUYODO,
Notaire au sein de la SELARL « AM Notaires Associés », titulaire d'un Office Notarial à SAINT-HERBLAIN, identifié sous le numéro CRPCEN 44136 ,

A RECU LE PRESENT ACTE CONTENANT CONSTITUTION DE SERVITUDE

- "PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT" -

La Société dénommée ARMATUR, Société par actions simplifiée au capital de 10000 €, dont le siège est à ORVAULT (44700), 102 rue de La Corniche, identifiée au SIREN sous le numéro 902731447 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES.

- "PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT" -

La Commune « COMMUNE DE REZE » dont le siège est situé à REZE (44400) 5, place Jean Baptiste Daviais, identifiée au RCS de NANTES, sous le numéro SIREN 214.401.432 et au SIRET sous le numéro 214.401.432.00015,

NATURE ET QUOTITE DES DROITS

1) Le fonds dominant appartenant à ARMATUR est détenu en toute propriété.

2) Le fonds servant appartenant à la Commune « COMMUNE DE REZE » est détenu en toute propriété, et dépend ainsi dit ci-après du Domaine PRIVE de la Commune.

PRÉSENCE – REPRÉSENTATION

1) La Société dénommée ARMATUR est représentée à l'acte par,

Monsieur Julien Franck Fernand GOUGEON,
Né à ANGERS (49000) le 20 novembre 1988,
Associé unique et Président de la SAS.

Etant ici précisé aux termes des Statuts de ladite SAS :

1°/

La Société a pour objet :

- L'acquisition, la construction, la location, la vente de tous biens immobiliers, en l'état, après travaux (fourniture de matériel, décoration, rénovation) ou division ;
- La détention de participations dans toutes sociétés, leur direction et la reddition de toutes prestations aux filiales.

Et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, et de nature à favoriser son extension ou son développement.

2°/

14.3.1. Pouvoirs du Président et du Directeur Général à l'égard des tiers

La société est représentée à l'égard des tiers par son Président et son Directeur Général.

Dans les rapports avec les tiers, le Président et le Directeur Général sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social, même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins que le tiers sût que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

14.3.2. Absence de limitation des pouvoirs du Président et du Directeur Général dans l'ordre interne

Aucune limitation de pouvoir n'est imposée au Président et au Directeur Général

dans l'ordre interne.

2) La Commune « COMMUNE DE REZE » dont le siège est situé à REZE (44400) 5, place Jean Baptiste Daviais, identifiée au RCS de NANTES, sous le numéro SIREN 214.401.432 et au SIRET sous le numéro 214.401.432.00015,

Est représentée à l'acte par XXX,

TERMINOLOGIE

- Le terme "PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT" désigne le ou les propriétaires du fonds dominant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois. - Le terme "PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT" désigne le ou les propriétaires du fonds servant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

DOMAINE PRIVÉ COMMUNAL FONDS SERVANT

Le fonds servant est le domaine privé communal.

La constitution de servitude est établie conformément aux dispositions de l'article L 2221-1 du Code de la propriété des personnes publiques qui dispose que, ainsi que le prévoient les dispositions du second alinéa de l'article 537 du Code civil, les personnes publiques gèrent librement leur domaine privé selon les règles qui leur sont applicables.

DÉLIBÉRATION MUNICIPALE

Le représentant de la commune est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son conseil municipal en date du , visée par la , le , *ou* télétransmise à la , le , dont une ampliation est annexée.

Annexe

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code susvisé s'est écoulé sans que la commune ait reçu notification d'un recours devant le tribunal administratif par le représentant de l'Etat dans le département pour acte contraire à la légalité, ainsi que son représentant le déclare.

DESIGNATION DES BIENS

- I - FONDS DOMINANT

RAPPEL - PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT

La Société dénommée ARMATUR, Société par actions simplifiée au capital de 10000 €, dont le siège est à ORVAULT (44700), 102 rue de La Corniche, identifiée au SIREN sous le numéro 902731447 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTES.

A REZE (44400) 8, rue du Lieutenant Marc de Monti,
Une parcelle,
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
XXX	XXX		XXX

Ladite PARCELLE provenant de la division d'une plus grande parcelle antérieurement cadastrée section CP numéro 259 d'une contenance cadastrale de 00ha 12a 32ca, en deux parcelles :

- Parcelle section XXX numéro XXX d'une contenance de XXX,
- Parcelle section XXX numéro XXX d'une contenance de XXX,

Cette division résultant d'un document modificatif parcéllaire dressé par Madame Irène OMBREDANE, géomètre-expert à REZE, sous le numéro XXX, au format numérique,

Ledit document d'arpentage publié au service de la publicité foncière de NANTES 2 le XXX, volume XXX, numéro XXX.

Sont annexés aux présentes après mention :

- Le document d'arpentage,
- Le plan cadastral,
- L'arrêté de non-opposition à la division parcéllaire de la Mairie de REZE du 17 octobre 2023, sous le numéro DP 44143.23.Y6473,
- Procès-verbaux de constat des 27 octobre, 30 novembre, 27 décembre 2023,
- Attestation de non-recours du Tribunal administratif du 08 janvier 2024,
- Attestation de non-retrait de la Mairie du 11 janvier 2024,

Annexe

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Jean-Baptiste NICOLAS notaire à ORVAULT le XXX dont une copie authentique est en cours de publication au service de la plucité foncière de NANTES 2.

- II - FONDS SERVANT

RAPPEL PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT -

La Commune « COMMUNE DE REZE » dont le siège est situé à REZE (44400) 5, place Jean Baptiste Daviais, identifiée au RCS de NANTES, sous le numéro SIREN 214.401.432 et au SIRET sous le numéro 214.401.432.00015,

A REZE (44400) rue du Lieutenant Marc de Monti,
Une parcelle,
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
CP	435	RUE DU LT DE MONTI	00ha 02a 56ca

Effet relatif

XXX.

ORIGINE DE PROPRIETE

FONDS DOMINANT

XXX.

FONDS SERVANT

XXX.

CONSTITUTION DE SERVITUDE

NATURE DE LA SERVITUDE

Servitude de passage de canalisations/gaines des eaux usées exclusivement (et non des eaux pluviales)

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage en tréfonds de canalisations/gaines des eaux usées permettant le raccordement aux eaux usées de la parcelle à l'assainissement public / réseaux publics.

Ce droit de passage s'exercera :

- A une profondeur minimale de SOIXANTE (60) centimètres,
- et ce exclusivement sur une bande de largeur de UN (1) mètre telle que son emprise est figurée au plan ci-annexé approuvé par les parties.

A cet effet, est annexé aux présentes un plan :

- Fixant le point de référence, côte ING XXX,
- Fixant l'assiette de ladite servitude,

Annexe

Tout stationnement et tout ouvrage en surface ou incorporé au sol, sur l'assiette de la servitude, sera strictement interdit.

Elles seront implantées aux frais du propriétaire du fonds dominant aux normes actuellement en vigueur et par les services compétents.

Le propriétaire du fonds dominant fera entretenir cette servitude à ses frais exclusifs.

- Le propriétaire du fonds servant s'oblige à informer à tout locataire/occupant *quelque que soit la nature de son titre d'occupation*, et à toute personne à laquelle est mise à disposition ladite parcelle, de l'existence de la présente servitude.

- Le propriétaire du fonds dominant s'oblige à faire remettre à ses frais le fonds servant dans l'état où il a été trouvé tant avant les travaux d'installation qu'avant tous travaux ultérieurs de réparation ou entretien, de manière à n'apporter à son propriétaire que le minimum de nuisances.

  A cet effet, le propriétaire du fonds dominant pourra apporter la preuve de l'état avant les travaux d'installation par tous moyens.

- Le propriétaire du fonds dominant devra effectuer à ses seuls frais les travaux de réparation sans délai.

  En cette hypothèse, le propriétaire du fonds servant pourra mettre en demeure le propriétaire du fonds dominant par lettre recommandée avec accusé réception dûment réceptionnée ou exploit de commissaire de justice (huissier) d'exécuter les travaux. En cas de non-exécution des travaux dans un délai de QUARANTE-CINQ (45) jours à compter soit de la réception, soit du procès-verbal, une indemnité journalière de CENT (100) EUROS sera due.

- En cas de non-exécution des travaux dans le délai de QUARANTE-CINQ (45) jours à compter soit de la réception, soit du procès-verbal, le propriétaire du fonds servant pourra faire exécuter les travaux sans délai aux frais exclusifs du propriétaire du fonds dominant. Une indemnité forfaitaire de MILLE CINQ CENT EUROS (1.500,00 EUR) sera due par le propriétaire du fonds dominant.

- En cas de détérioration apportée à cette canalisation ou à ces gaines du fait du propriétaire du fonds servant,

- Le propriétaire du fonds servant devra en faire effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai.

  En cette hypothèse, le propriétaire du fonds dominant pourra mettre en demeure le propriétaire du fonds servant par lettre recommandée avec accusé réception dûment réceptionnée ou exploit de commissaire de justice (huissier) d'exécuter les

travaux. En cas de non-exécution des travaux dans un délai de QUARANTE-CINQ (45) jours à compter soit de la réception, soit du procès-verbal, une indemnité journalière de CENT (100) EUROS sera due.

- En cas de non-exécution des travaux dans le délai de QUARANTE-CINQ (45) jours à compter soit de la réception, soit du procès-verbal, le propriétaire du fonds dominant pourra faire exécuter les travaux sans délai aux frais exclusifs du propriétaire du fonds servant. Une indemnité forfaitaire de MILLE CINQ CENT EUROS (1.500,00 EUR) sera due par le propriétaire du fonds servant.

- Etant précisé que toutes les interventions techniques et l'entretien sur cette servitude ne pourront être effectués que par les services compétents autorisés en la matière et non par le propriétaire du fonds dominant lui-même.

- En outre, toutes les interventions techniques diligentées par le propriétaire du fonds servant ne pourront également être effectués que par les services compétents autorisés en la matière et non par le propriétaire du fonds servant lui-même.

A ce droit de passage en tréfonds s'accompagne également la mise en place des compteurs en surface ou enterrés.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions relatées aux présentes.

ABSENCE D'INDEMNITÉ

Cette constitution de servitude est consentie sans aucune indemnité.

FISCALITÉ - DÉCLARATIONS FISCALES

EVALUATION

Pour la perception de la taxe de publicité foncière au taux de l'article 678 du Code général des impôts et celle de la contribution de sécurité immobilière, les présentes sont évaluées à cent cinquante euros (150,00 eur).

DROITS

				Mt à payer
Taxe départementale 0,00	x	0,70 %	=	0,00

Frais d'assiette 0,00	x 2,14 %	=	0,00
		TOTAL	0,00
Le minimum de perception est de 25 Euros			25,00

CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE

La contribution de sécurité immobilière s'élève à la somme de quinze euros (15,00 eur).

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété entre les parties, chacune pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont elle pourrait avoir besoin, et sera subrogée dans tous les droits de l'autre partie à ce sujet.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par le propriétaire du fonds dominant.

POUVOIRS - PUBLICITÉ FONCIÈRE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

FORMALITÉ FUSIONNÉE

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée, dans le mois de sa date, au service de la publicité foncière de NANTES 2.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur demeure ou siège respectif. Toutefois, pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant, domicile est élu en l'office notarial.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs convenues. Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation

ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil. Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant stipulation d'indemnité non rapportée aux présentes.

MÉDIATION

Les parties sont informées qu'en cas de litige entre elles ou avec un tiers, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre à un médiateur qui sera désigné et missionné par le Centre de médiation notariale dont elles trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site :
https://www.mediation.notaires.fr.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945. Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),

les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,

les établissements financiers concernés,

les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,

le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,

les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux

personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute. Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition. Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte. Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique. Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.